

tenue sous la présidence de Madame SELLES, assisté(e)
de Monsieur RIVIERE et Madame CRASSUS, Conseillers
En présence de Madame NEUMAIER, Rapporteuse publique
Madame DANGENG, Greffière

10 heures 30

01)	DOSSIER N° 2302743	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	M. Jean-Luc B. demande au tribunal d'annuler la décision en date du 1er juin 2023 prise par le directeur du centre hospitalier intercommunal de Mont-de-Marsan lui refusant le bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) à hauteur de 25 points, ensemble la décision implicite de rejet de sa réclamation du 10 juillet 2023	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B. Jean-Luc	Monsieur B. Jean-Luc Maître
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN	GRIMAUD Zelda (Cour)
02)	DOSSIER N° 2302745	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	M. Jean-Luc B. demande au tribunal d'annuler la décision en date du 9 août 2023 prise par le directeur du centre hospitalier intercommunal de Mont-de-Marsan portant refus d'attribution de l'indemnité forfaitaire représentative de travaux supplémentaires	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B. Jean-Luc	Monsieur B. Jean-Luc
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN	Maître GRIMAUD Zelda (Cour)
03)	DOSSIER N° 2302747	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	M. Jean-Luc B demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet, née du silence gardé par le directeur du centre hospitalier intercommunal de Mont-de-Marsan de sa demande du 28 septembre 2023 suite à la décision du 9 août 2023 portant refus d'attribution de l'indemnité forfaitaire (IFTS) représentative de travaux supplémentaires au 1er janvier 2023	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B. Jean-Luc	Monsieur B. Jean-Luc
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN	

10 heures 30

04)	DOSSIER N° 2300747	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	Mme Véronique R. demande au tribunal de désigner un expert afin de déterminer l'état des parcelles jouxtant ses parcelles et de condamner la commune de Saint-Jean-de-Marsacq à faire réaliser les travaux de remise en état de ses parcelles	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame R. Véronique	Maître LAPLACE Mélanie (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-JEAN DE MARSACQ	SCP HEUTY-LORREYTE-LONNE-CANLORBE
05)	DOSSIER N° 2303219	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	RENOI TA BORDEAUX - Mme Carole M. demande au tribunal d'annuler la décision n° 212 en date du 10 octobre 2023 prise par le directeur des ressources humaines du centre hospitalier des Pyrénées portant refus d'octroi de congé de longue maladie fractionné	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame M. Carole	Madame M. Carole
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER DES PYRENEES	HOUDART & ASSOCIES
06)	DOSSIER N° 2202692	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DE MIELAN - MARCIAC demande au tribunal de condamner la société SA Morello, la société Dubarry et M. Jean-Pierre C. au versement d'indemnités au titre de la responsabilité décennale suite aux désordres affectant les façades de la construction édifiée sur la commune de Laàs	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE MIELAN MARCIAC	AARPI DT AVOCATS (Cour)
Défendeur	SAS JEAN MORELLO SAS DUBARRY Monsieur C. Jean-Pierre	SCPA COUDEVYLLE-LABAT-BERNAL Maître LOPEZ Stéphane (Cour) SELARL MASSOL AVOCATS (Cour)

10 heures 30

07)	DOSSIER N° 2402851	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	M. Mohamed M. , incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 29 octobre 2024 prise par le préfet du Gers portant assignation à résidence pour une durée de 6 mois	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur M. Mohamed	SP AVOCATS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DU GERS	
08)	DOSSIER N° 2402597	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	M. Mohamed M. , incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-32-97 en date du 2 septembre 2024 pris par le préfet du Gers portant refus de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination et présentation 1 fois par semaine au commissariat de police d'Auch	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur M. Mohamed	SP AVOCATS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DU GERS	
09)	DOSSIER N° 2301412	RAPPORTEUR: Monsieur Edouard RIVIERE
Titre de l'affaire	L'Association ZAPART demande au tribunal d'annuler la décision du 27 mars 2023 rejetant sa demande de rescrit afin qu'elle soit habilitée à délivrer des reçus fiscaux de dons ouvrant droit à réduction d'impôts	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASSOCIATION ZAPART	
Défendeur	DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	

10 heures 30

10)	DOSSIER N° 2302579	RAPPORTEUR: Monsieur Edouard RIVIERE
Titre de l'affaire	La SCI GROOT demande au tribunal de prononcer la décharge des sommes mises à sa charge au titre de la plus-value immobilière, résultant de la vente d'un bien immobilier le 11 août 2022 sis route du Lac de Payolle à Campan	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SCI GROOT	CABINET MONTOULIEU (Cour)
Défendeur	DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	
11)	DOSSIER N° 2402271	RAPPORTEUR: Monsieur Edouard RIVIERE
Titre de l'affaire	M. Arif M. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-08-01G en date du 1er août 2024 pris par le préfet des Hautes-Pyrénées portant refus d'admission au séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination, interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an et signalement aux fins de non-admission dans le système d'information Schengen	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M. Arif	Maître GARCIA Claude (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	

Arrêté le 05/05/2025

Le président du tribunal